

Communiqué



Le Cambodge accueille des pays asiatiques pour une réunion sur l'interdiction des mines antipersonnel

Phnom Penh, 20 Septembre 2011 – Des représentants du Cambodge, de la Chine, des Philippines, de l'Indonésie, du Japon, de la Jordanie, du Laos, de la Malaisie, de la Mongolie, du Myanmar, de la Thaïlande et du Vietnam sont réunis à Phnom Penh, au Cambodge, pour discuter du coût humain des mines anti-personnel dans la région.

La réunion, accueillie par l'Autorité pour l'action contre les mines et l'aide aux victimes (CMAA), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), est l'un des principaux événements ayant lieu avant la onzième Assemblée des États parties (11AEP) de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, aussi connue comme la *Convention d'Ottawa*.

« La réunion régionale vise à améliorer le dialogue international dans la région, indépendamment du fait que ces nations soient ou pas parties à la Convention », a déclaré Son Excellence PRAK Sokhonn, vice-président de la CMAA et Président désigné de la prochaine 11AEP. « De cette façon on s'assure que tous les États de la région prennent part d'une manière ou d'une autre aux travaux de la Convention » a-t-il ajouté.

S.E. PRAK souhaite que ses efforts encouragent de nouveaux pays d'Asie à ratifier la Convention. En août dernier, S.E. Prak est allé en mission officielle au Vietnam afin de promouvoir la Convention et, au mois d'Octobre, il prévoit une nouvelle mission à Singapour.

Pendant la réunion de cette semaine au Cambodge, les pays touchés par les mines et ceux qui sont en position d'apporter de l'aide partagent leurs expériences et défis dans la mise en œuvre de la Convention.

« Le manque de ressources, notamment pour satisfaire les obligations de déminage et l'assistance aux victimes est un problème réel qui ne peut être nié » a déclaré M. Nicolas OLIVIER, Directeur du CICR au Cambodge. « La réduction des ressources affecte la capacité des États à satisfaire leurs obligations en vertu de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Par conséquent, il est essentiel de renforcer les liens entre les États parties affectés par les mines et les pays donateurs et d'identifier les besoins et les ressources disponibles. Toujours en se rappelant que l'aide internationale doit compléter les efforts nationaux » a-t-il dit.

M. Douglas BRODERICK, Coordinateur résident des Nations Unies au Cambodge, a parlé de l'impact négatif que les mines ont sur le développement du pays. « Les mines terrestres empêchent l'accès à la terre, ils entravent le développement des infrastructures de base comme les écoles, les centres de santé et les routes. Ils créent la peur et lassent les gens avec un sentiment d'insécurité qui dure des années, ou des décennies après la fin des conflits. Ceux qui survivent à une explosion ont besoin du soutien médical et social pour le reste de leur vie. En bref, les mines terrestres sont un lourd fardeau sur le développement social et économique d'un pays », a-t-il dit.

En parallèle, le Cambodge, accueille à Siem Reap une réunion avec plus de 100 spécialistes de pays

touchés par les mines qui discutent des techniques innovantes de déminage et des meilleures façons de remettre à disposition des terres anciennement minées pour leur exploitation.

Les mines terrestres au Cambodge

Les mines terrestres au Cambodge sont le résultat de 30 années de conflit armé. Bien que ce soit l'un des pays les plus touchés par les mines antipersonnel dans le monde, il compte aussi au nombre des pays qui ont initié le mouvement international pour interdire ces armes. Le Cambodge plaide également pour une interdiction universelle des mines antipersonnel dans les pays d'Asie du Sud-Est.

Avec le soutien financier des partenaires et l'aide internationale, le Cambodge a enlevé et détruit 902913 mines antipersonnel de 1992 à Janvier 2011. Il est estimé que quelque 650 millions de mètres carrés de terres sont encore contaminés par des mines terrestres et qu'un tiers des victimes de mines sont des enfants.

La onzième Assemblée des États parties (11AEP)

La 11AEP sera l'occasion pour le Cambodge d'accueillir et de présider pour la première fois une réunion des États parties. La réunion aura lieu au Palais de la Paix, à Phnom Penh, du 27 Novembre à 2 Décembre 2011. C'est la plus grande rencontre internationale jamais organisée au Royaume du Cambodge.

La onzième Assemblée des États parties est une rencontre formelle et diplomatique des 156 États qui sont parties à la Convention. Parmi ces États, certains ont déjà utilisé, stocké, produit ou transféré des mines antipersonnel et la grande majorité d'entre eux sont ou ont été affectés par les mines antipersonnel. Plusieurs États qui ne sont pas parties à la Convention sont également attendus à titre d'observateurs.

La 11AEP au Cambodge est particulièrement importante puisque qu'elle sera l'occasion pour la Convention de revenir à l'endroit où tout a commencé il y a 20 ans.

La 11AEP est une opportunité pour prendre de nouvelles mesures et une occasion d'affirmer que l'engagement pour cette cause ne se terminera que lorsque la tâche aura été accomplie.

Plus de 1000 diplomates représentant plus de 100 États et des délégués de dizaines d'organisations internationales et non gouvernementales sont attendus au Cambodge pour la fin de l'année. Il est prévu que les pays d'Asie du Sud-Est y envoient des représentants de haut rang.

###

Pour plus d'informations, veuillez contacter:



H.E. NETH Sophal: 012 938 461, nethsophal@cmaa.gov.kh / public.relation@hotmail.com



Ms. Melissa SABATIER: 012 531 731, melissa.sabatier@undp.org



Ms. Laila RODRIGUEZ: +41 79 960 2274, ISU@apminebanconvention.org

Suivez la Convention sur notre [site d'Internet](#), [Facebook](#), [Flickr](#) ou [Twitter](#).